

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES



T O G O

LES EXPLOITES NE PEUVENT

FAIRE CONFIANCE

QU'EN LEUR PROPRE FORCE

SOMMAIRE AU VERSO

ISSN 0241 0494

LE 1ER DECEMBRE 1991

N° 203

PRIX: 4 FF

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

- EDITORIAL

Page 2

- MALI

page 3

- COTE D'IVOIRE

Page 4

- MULTIPARTISME,
CONFERENCE NATIONALE...

Page 5

- YOUGOSLAVIE

Page 9

TOGO

LES EXPLOITES NE PEUVENT FAIRE CONFIANCE QU'EN LEUR PROPRE FORCE

Kokou Koffigoh, nommé premier ministre suite aux travaux de la "conférence nationale" réclamée par l'opposition, n'a pas eu le temps de goûter aux délices dûs à sa nouvelle fonction. Mandaté par la conférence nationale, il se croyait certainement au palais, à la place de Eyadéma. Hélas pour lui, l'armée ne l'entendait pas ainsi. Selon les dernières informations, il serait arrêté.

Croyait-il qu'Eyadéma était devenu brusquement, par on ne sait quelle sorcellerie, un doux adepte des textes signés et contre-signés par ses opposants ?

Ce n'est un secret pour personne que même si, officiellement, ce n'est pas Eyadéma qui a pris la tête de la rébellion de l'armée, c'est lui, en réalité, qui la manipule. Il a la haute main sur l'Etat major. Tous les officiers ont été installés par lui. Il les a bien choisis parmi ceux de son ethnie et, de préférence, de sa région sinon de sa famille. Lui au moins n'est pas naïf. Il sait que dans nos pays c'est celui qui a la main sur l'armée qui détient réellement le pouvoir.

Si au bout de quelques mois de contestation populaire, Eyadéma avait fini par accepter la tenue d'une conférence nationale, ce n'était pas pour plaire à ses opposants. C'est parce que malgré la répression sauvage, malgré les tueries aveugles effectuées par l'armée pour terroriser la population, celle-ci n'avait plus peur de la dictature. C'est aussi et surtout parce qu'en ces temps de crise, l'impérialisme français a décidé d'imposer à ses valets africains quelques ravalements de façade pour tromper les populations mécontentes. C'est alors que la plupart des dirigeants de l'opposition sont sortis de leur tanière. Certains (comme Edem Kodjo) sont venus tout droit de Paris, encouragés par les conseillers de l'Elysée. Ces derniers ont compris que l'homme qu'ils ont soutenu depuis son arrivée au pouvoir en 1967, (y compris en lui envoyant à plusieurs reprises les paras français pour le soutenir), ne faisait dorénavant plus l'affaire de l'impérialisme français.

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

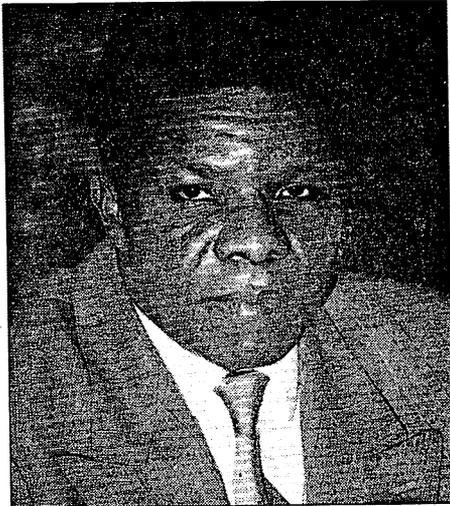
ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

Le fait même que Koffigoh, alors qu'il se trouvait assiégé par quelques militaires fidèles à Eyadéma, ne fasse pas appel à la population mais demande plutôt l'intervention de l'armée française pour lui venir au secours en dit long sur lui et sur ce qu'il représente.



Alors les travailleurs et les masses pauvres du Togo n'ont rien, mais vraiment rien à attendre de la part des gens comme Koffigoh. Le fait qu'ils ne plaisent pas au

dictateur Eyadéma ne veut pas dire qu'ils représentent les intérêts des populations pauvres. Les intérêts des exploités ne peuvent être défendus que par eux-mêmes, par leur organisation autonome.

Si les dirigeants de l'impérialisme français cherchent à changer le fusil d'épaule au Togo comme dans bien d'autres pays où ses anciens valets sont en difficulté face à la contestation populaire, c'est parce qu'ils ont peur que les exploités n'aillent trop loin et remettent en cause leurs intérêts. Ils ont peur que la population pauvre se révolte et prenne les armes pour imposer son propre pouvoir.

Les travailleurs, même s'ils ne sont pas très nombreux au Togo, constituent une force non négligeable s'ils sont unis et conscients du rôle qu'ils peuvent jouer. Avec l'aide de l'ensemble des masses pauvres des villes et des campagnes, ils peuvent prendre le pouvoir des mains d'Eyadéma et l'exercer eux-mêmes sans faire confiance à ces prétendus "démocrates" qui ne cherchent qu'à les tromper pour perpétuer le même ordre capitaliste. S'ils sont déterminés et bien organisés, ce ne sont pas les quelque 6000 soldats d'Eyadéma qui pourront les en empêcher.

MALI: ELECTIONS OU PAS, LA DICTATURE CONTINUE

Les Galonnés qui avaient pris le pouvoir ont promis l'organisation des élections générales pour janvier. Dernière déclaration d'Amadou Toumani Touré, ces élections sont reportées au plus tard.

Prétextant qu'il y aurait trop de courants politiques et des divergences très importantes entre eux, il leur demande d'abord de rapprocher leurs points de vue avant d'organiser ces élections générales.

Quel cinéma de la part de ce galonné et dictateur faussement converti à la démocratie! Car les élections, c'est normalement pour que tous les courants puissent s'exprimer librement à la radio

et télévision, de faire leur propagande dans tout le pays afin de permettre à la population de connaître les idées des uns et des autres et d'élire en connaissance de cause les candidats qu'ils désirent.

Mais Amadou Toumani Touré veut-il obliger les courants politiques qui ne sont pas d'accord entre eux de se mettre d'accord même s'ils ne le sont pas? Quel démocrate?

En réalité Toumani Touré a dû goûter au miel du pouvoir et à tous ses avantages; la place de Koulouba (palais présidentiel) doit certainement plaire car tous ceux qui y ont accès se sont fait sortir malgré eux

et par les armes. Modibo Keita y est entré en septembre 1960 pour se faire sortir par la force en octobre 1968; son bourreau Moussa Traoré, lui, est resté plus de 22 ans au palais; il est délogé par une révolte populaire et tiré par le bras par Toumani Touré.

Ce dernier attend-il de connaître le même sort ou va-t-il organiser les élections? Et pourtant c'est lui même, de son propre gré, et sûrement par la peur des mouvements de février et mars 1991 qui a déclaré que les militaires quitteront le pouvoir en janvier 1992, après avoir organisé les élections.

Depuis cette déclaration, les postulants au poste de président ne manquent pas. Les uns sont venus de France, les autres du Sénégal, pays dans lesquels ils s'étaient réfugiés. C'est le cas de Seydou Badian et d'autres moins connus comme Almani Sylla. Tous d'ailleurs, sinon la plupart étaient des anciens ministres ou des collaborateurs proches des deux gouvernements précédents. On sait ce que valent ces vieux politiciens qui n'ont que les mots "démocratie" et "liberté" dans la bouche.

Car ces gens-là ne rêvent que de prendre la place qu'il y a à Koulouba pour être au sommet et bien vivre pour eux-mêmes et leurs amis.



Les travailleurs et les paysans pauvres, s'ils veulent un véritable changement démocratique et social, ne peuvent compter que sur eux-mêmes et profiter de la petite ouverture démocratique qui a été forée par le mouvement de masse de février-mars 1991 afin d'exprimer les idées révolutionnaires défendant leurs intérêts contre ces candidats à la dictature; qu'ils soient civils ou militaires et leur politique bourgeoise.

COTE D'IVOIRE: LA CARTE DE SEJOUR, UNE MESURE ANTI-OUVRIERE

Désormais tous les étrangers vivant sur le territoire ivoirien seront obligés, pour circuler, de se munir en permanence d'une carte de séjour. Ainsi en a décidé le gouvernement.

Les plus à plaindre dans cette affaire ne sont évidemment pas les "grotos" et les capitalistes européens, ni même les simples coopérants. Ceux-là ont largement les moyens de s'acquitter de cette nouvelle taxe.

Ceux qui vont vraiment souffrir de ce nouvel impôt, ce sont tous les

travailleurs, tous les pauvres de Côte d'Ivoire, à commencer par les Ivoiriens eux-mêmes.

La plupart d'entre eux ont déjà du mal à payer leurs impôts, à assurer les frais scolaires de leurs enfants; ils ont du mal à renouveler leur carte d'identité nationale pour eux et leurs femmes. Le passage de cette taxe de 1 500 CFA à 2 000 constitue une difficulté supplémentaire pour ces démunis qui ont toutes les peines du monde à vivre au jour le jour.

Cependant ceux qui vont réellement

pâtir de l'instauration de cette carte de séjour sont sans doute les travailleurs et les petites gens, ressortissants de la CEDEAO, en particulier les Burkinabés et les Maliens. Ceux-là doivent désormais verser annuellement 5 000 CFA par personne pour la carte de séjour, ensuite pour son renouvellement. Une famille de six personnes par exemple versera annuellement 30 000 CFA, rien que pour la carte de séjour. C'est inadmissible.

Déjà, pour isoler les travailleurs immigrés des travailleurs ivoiriens, le gouvernement les traitait de voleurs, de bandits de grands chemins; selon ce gouvernement, s'il y a l'insécurité en Côte d'Ivoire, c'est à cause des immigrés, principalement burkinabés; que ces derniers prennent le travail des nationaux...

Partout, ils passent pour des boucs émissaires de la crise qui sévit dans le pays depuis plusieurs années alors qu'ils n'en sont que des victimes. Partout, à Abidjan comme dans le reste du pays, on s'en prend aux travailleurs étrangers; ils sont méprisés, en particulier par la police. Pour un rien, ils sont traînés aux commissariats, ou devant les tribunaux.

La carte de séjour va rendre leur situation encore plus difficile. Ceux qui, par manque d'argent ou pour toute autre

raison n'arrivent pas à payer leur carte de séjour, ceux-là seront traqués par la police, subiront des tracasseries administratives parce que obligés de vivre clandestinement.

Par la carte de séjour, le gouvernement essaie de faire d'une pierre deux coups: un moyen de faire entrer de l'argent dans les caisses de l'Etat dilapidées par les dignitaires au pouvoir; en même temps de diviser encore plus les travailleurs ivoiriens et immigrés.

Les travailleurs ivoiriens ne doivent pas accepter que le gouvernement s'en prenne à la partie la plus vulnérable de la classe ouvrière que constituent les immigrés. Certes, il n'y a pas eu de mouvement de solidarité envers les immigrés concernant la carte de séjour mais ce n'est pas une raison de l'accepter, ne serait-ce que moralement.

Car les coups portés contre les travailleurs étrangers, que ce soit de la part du gouvernement ou du patronat, ce sont autant de coups portés à la classe ouvrière dans son ensemble.

MULTIPARTISME, CONFERENCE NATIONALE, QUELS CHANGEMENTS POUR LES MASSES EXPLOITEES D'AFRIQUE?

Certaines personnes qualifient la période que traverse aujourd'hui de nombreux pays africains comme "une deuxième décolonisation". Ils disent que des "changements fondamentaux" sont en train de s'effectuer en Afrique. Ces "changements fondamentaux" en question, c'est le multipartisme et la conférence nationale à la mode dans bien de pays. "Changements" d'ailleurs impulsés du palais de l'Elysée pour faire face au vent de contestation qui souffle depuis deux ou trois ans dans la zone de chasse gardée de l'impérialisme français en Afrique.

Ce qui, en effet, est réellement

nouveau par rapport à la situation qu'a connue le continent africain durant les années passées, c'est qu'un peu partout la population s'est révoltée, a manifesté son mécontentement contre la misère et la dictature. Bien des régimes jusque là considérés comme "indéboulonnables" ont été secoués, mis en difficulté, incapables de calmer la colère des populations. Un certain nombre de dictateurs, comme Moussa Traoré ou Mengistu, faute de n'avoir pas pu ou voulu "accompagner" le mouvement de contestation, l'ont payé par leur destitution. D'autres, comme Bongo ou Sassou Nguesso, ou Kérékou, après avoir tergiversé un moment, ont accordé le

multipartisme et la conférence nationale. Kérékou a même eu la "galanterie" de céder sa place en acceptant le verdict des urnes. Il a non seulement sauvé ainsi sa tête mais aussi la fortune qu'il a amassée durant son règne. Les nouveaux dirigeants l'ont par avance lavé de toute poursuite judiciaire en lui offrant une amnistie en échange de son retrait du pouvoir.

D'autres dictateurs comme Mobutu, Eyadéma, Ratsiraka, Kolingba, Compaoré et cie sont sur le fil du rasoir, tandis qu'Abdou Diouf, lui, a "avalé" son opposition en intégrant les dirigeants du PDS et du PIT dans son gouvernement. Quant à Houphouët Boigny, après avoir traversé une période de tempête, il a très vite compris qu'il valait mieux pour lui qu'il accorde le multipartisme et organise des élections pendant qu'il était encore temps. Le FPI, sa principale opposition, a joué le jeu. Houphouët lui a fait un cadeau en lui accordant un groupe parlementaire à l'assemblée nationale alors qu'il lui manquait un élu pour pouvoir en constituer un. Le vice président de l'Assemblée Nationale est un membre de FPI. En échange de ces petits cadeaux bien gentils le FPI a rendu la monnaie à Houphouët en mettant un bémol à sa contestation tous azimuts. C'est ainsi que Laurent Gbagbo s'est évertué à convaincre ses alliés de l'opposition que la conférence nationale ne serait pas une bonne chose pour la Côte d'Ivoire.

Est-ce cela les changements "fondamentaux" dont certains parlent ? Quels changements y a-t-il eu pour la majorité de la population y compris là où les conférences nationales ont eu lieu et abouti à des passations de pouvoir. Prenons par exemple le cas du Bénin que ces gens-là nous présentent comme le modèle de réussite. Le régime de Nicéphore Soglo est issu de cette conférence nationale. Mais la première mesure qu'il a prise c'est tout d'abord d'amnistier l'ex-dictateur qui torturait, tuait et emprisonnait tous ses opposants et qui, de plus a dilapidé les caisses de l'Etat. Pour ce qui concerne la population laborieuse, il n'a fait que continuer l'oeuvre de son prédécesseur. Les salaires des fonctionnaires retenus sous le règne de Kérékou le sont toujours sous Soglo. Non seulement ce dernier ne les a pas versés deux mois après son arrivée au

pouvoir mais il avait décidé en plus de faire une ponction de 10 % sur ces salaires déjà très bas. Il a aussi annoncé le licenciement de 8000 agents de l'Etat en dénonçant la "pléthore" dans la fonction publique.

Les ouvriers et les employés de l'Etat ont dû faire grève pendant plusieurs jours contre les mesures du nouveau gouvernement. Afin de désamorcer le mécontentement populaire, Nicéphore Soglo a annoncé qu'il allait proposer une nouvelle "conférence nationale" pour discuter, cette fois-ci, des mesures sociales de son régime.

Sous prétexte que les caisses de l'Etat sont vides et que le FMI ne veut accorder de nouveaux prêts qu'à la condition que l'Etat diminue le nombre de ses fonctionnaires, Soglo veut que ce soit les travailleurs et leurs familles qui fassent de nouveaux sacrifices. Si ses soucis étaient vraiment de récupérer les fonds dilapidés par Kérékou et sa clique, pourquoi ne s'en prend-il donc pas à ces responsables au lieu de les amnistier ? A peine arrivé au pouvoir, la nouvelle équipe a montré qu'elle n'a pas grand chose de différent de l'ancienne. C'est le même mépris des exploités.

Si on prend l'exemple du Congo qui a lui aussi "réussi" sa conférence nationale, ce n'est pas différent quant au sort des pauvres. Une des premières mesures du nouveau gouvernement: doubler les salaires de ministres. Plus de deux milliards de FCFA ont été dilapidés rien que pour le "per diem" des conférenciers qui passaient des jours et des jours rien que pour discuter de l'ordre du jour et du montant du pécule qu'ils allaient s'octroyer. Tous ces gens-là en se présentant comme s'ils allaient résoudre les problèmes cruciaux de la population dont ils prétendaient représenter les intérêts, n'avaient en réalité qu'un seul souci : celui de s'en mettre plein les poches. Les intérêts qu'ils défendaient, c'étaient leurs intérêts à eux, leur ambition personnelle. Chacun jouait des coudes pour se hisser au pouvoir afin d'être le plus proche possible de la mangeoire. S'il y a eu changement, c'est d'abord pour ces politiciens-là.

D'autres politiciens, dans les pays

où la conférence nationale n'a pas encore abouti, voudraient faire la même chose qu'au Bénin ou au Congo. Mais ceux qui se font des illusions sur les Tshisekedi et autre Koffigoh (qui voudraient bien être les valets de l'impérialisme mais qui ne sont pas encore arrivés à bousculer leurs aînés) risquent d'avoir les mêmes désillusions que ceux qui attendaient quelque chose de Soglo au Bénin.

Tout au plus, les populations pauvres auront à faire face à un régime qui se dira "démocratique" mais se moquera tout autant de leur sort que ceux qui les ont précédés. L'armée et la police seront les mêmes, avec peut-être quelques têtes nouvelles. Elles seront là pour les réprimer lorsque ces populations se révolteront pour exiger leurs revendications contre les nouveaux gouvernants.



petites gens qui ont laissé leur peau sous les balles de l'armée. Les Soglo, Tshisekedi et autre Koffigoh ne veulent qu'usurper le fruit de la lutte des pauvres. Pendant que les pauvres affrontaient la dictature dans la rue, les dirigeants de l'opposition sont bien restés terrés dans leurs salons climatisés en attendant le bon moment. Bien des fois ce sont les dictateurs en difficulté qui, ne pouvant plus contenir la colère des masses, ont fait appel à eux quand ils ne recevaient pas directement leur ordre de Paris ou de New York.

Face à la colère grandissante des travailleurs et des centaines de milliers de pauvres entassés dans les bidonvilles, les dirigeants des puissances occidentales ont dû tirer les oreilles à leurs valets pour qu'ils assouplissent quelque peu leur dictature. Alors, contre leur gré, un certain nombre de dictateurs ont dû consentir au multipartisme. Ceux qui n'ont pas pu le faire à temps ont été détrônés. Ceux qui ont vite compris qu'il y allait de leur intérêt d'accorder le multipartisme en sont devenus des partisans malgré eux. C'est le cas de Bongo, qui après avoir longtemps refusé le multipartisme est devenu aujourd'hui le bon conseiller de ses compères qui ne l'auraient pas encore compris. Au début il disait : "on m'a dit qu'il faut le multipartisme alors je l'applique...". Maintenant c'est lui qui dit que "la démocratie est une bonne chose pour l'Afrique", et qu'il le "conseille" à tous les chefs d'Etats africains.

De ces "changements" téléguidés de Paris ou de New York, les pauvres n'ont évidemment rien à attendre de bon. Les seuls changements réels qu'ils pourront obtenir, ce sont ceux qu'ils imposeront par leur force non seulement contre leurs dictateurs mais aussi contre leurs maîtres qui tirent les ficelles depuis les métropoles. Aucun changement véritable n'aura lieu tant que les exploités ne balayeront pas tout l'édifice sur lequel repose la misère et la dictature. Cet édifice, c'est le système capitaliste lui-même. C'est ce système barbare où il n'y a que le profit qui compte et où l'écrasante majorité vit dans la misère pendant qu'une toute petite minorité jouit de toutes les richesses. C'est pour maintenir ce pillage que les dirigeants impérialistes ont imposé

N'en déplaise à tous ces messieurs les conférenciers, à ceux qui sont déjà parvenus au pouvoir ou en passe d'y arriver, ce n'est pas grâce à leurs discours sur la "démocratie" ni à leur "courage" que les régimes les plus féroces ont reculé, tremblé et parfois cédé la place à une nouvelle équipe mais au courage et à la lutte de ceux qui ont osé braver la dictature en manifestant dans les rues: c'est-à-dire les "bana-bana", les chômeurs, les travailleurs et les jeunes. Bien des dirigeants des partis d'"opposition" ne sont devenus "opposants" que lorsqu'ils ont senti, comme des charognards, que le moment était venu. Ce sont essentiellement les

et soutenu des dictatures dans les pays pauvres et ce, depuis les indépendances.

La période qui a précédé les indépendances a, elle aussi, été une période de contestation populaire contre le colonialisme. Des grèves et des manifestations de rue ont eu lieu. Dans certaines régions, il y a même eu des soulèvements populaires, parfois des luttes armées. L'armée coloniale pourtant très puissante avait bien du mal à contenir toutes ces luttes qui se radicalisaient. Les dirigeants impérialistes ont compris qu'il valait mieux que les peuples africains soient gouvernés par des bourgeois africains et qu'il était préférable de céder l'indépendance à leurs colonies plutôt que de risquer des révolutions qui pourraient mettre en danger les intérêts de l'impérialisme en Afrique. C'est ainsi qu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le colonialisme a commencé à former les futurs dirigeants des futurs Etats "indépendants" d'Afrique. Un certain nombre de politiciens comme Senghor, Houphouët et bien d'autres ont été sevrés à l'école coloniale. Le colonialisme leur a appris l'art et la manière d'être dirigeants. D'autres comme Sékou Touré ont préféré prendre leur distance en se montrant plus nationaliste que les autres. Mais tous avaient comme objectif de canaliser les mécontentements populaires en leur faveur. Tous disaient qu'avec eux les populations africaines allaient connaître enfin la démocratie et la fin de la misère. C'est ainsi qu'ils ont tous trompé les populations pauvres en leur imposant des sacrifices énormes au nom de l'indépendance et du "développement". Le sort de la population pauvre n'a en rien changé. Seule une petite clique accrochée au pouvoir s'est enrichie des miettes du pillage impérialiste.

Aujourd'hui, plus de trente ans après les indépendances, les populations pauvres d'Afrique sont de nouveau en révolte contre la misère et la dictature. Pour sauvegarder l'essentiel, l'impérialisme pousse ses valets à assouplir leur régime en accordant quelques libertés politiques à leurs opposants et en leur demandant de partager le pouvoir avec eux. Des politiciens

bourgeois assoiffés de pouvoir (d'autant plus assoiffés qu'ils ont été mis à l'écart par la clique détentrice du pouvoir) veulent en profiter pour assouvir leurs ambitions. Ils font eux aussi miroiter des changements comme leurs aînés de l'époque des indépendances. Mais si les exploités ne veulent pas refaire, trente ans après, l'amère expérience de la décolonisation, s'ils ne veulent pas que leurs colères et leurs révoltes soient dévoyées par leurs ennemis, c'est dès maintenant qu'ils doivent se méfier de leurs faux défenseurs. C'est leur révolte qui a fait reculer les dictateurs. C'est parce que les populations déshéritées luttent que les dirigeants de l'impérialisme font pression sur leurs valets et changent le fusil d'épaule. Ceux qui dirigent les banques mondiales et les trusts savent la force que représentent les masses. Préventivement, ils prennent les devants pour désamorcer la colère en la canalisant vers des voies de garage. Ce sont les masses exploitées qui ne savent pas quelle force colossale elle représentent lorsqu'elles agissent sous leur propre drapeau, c'est-à-dire par la lutte de classes. C'est tout le problème.

Voilà pourquoi s'ils ne veulent pas qu'on leur confisque le fruit de leur lutte, il est indispensable que les exploités possèdent une organisation prolétarienne révolutionnaire. Sans une telle organisation, les masses pauvres n'ont aucune possibilité de conduire consciemment les changements dans le sens de leurs intérêts immédiats et futurs.

Dans la période actuelle où les vieilles dictatures sont déstabilisées et les nouvelles dictatures encore bien fragiles, où il y a une petite possibilité pour les travailleurs de s'exprimer, d'apprendre à s'organiser, de constituer des syndicats indépendants du pouvoir, de bâtir des organisations politiques, il est indispensable qu'il y ait dans la classe ouvrière des hommes et des femmes qui se donnent comme objectif d'aider le prolétariat à prendre conscience du rôle qu'il a à jouer pour la transformation révolutionnaire de la société.

YUGOSLAVIE

L'AVENIR, C'EST L'UNION DES OPPRIMÉS CONTRE LES BOURGEOIS QUI LES OPPOSENT

Depuis quelques mois, la Yougoslavie est devenue le théâtre d'une sale guerre criminelle opposant différentes ethnies entre elles, notamment les Serbes et les Croates. De part et d'autre les affrontements entre les populations ont fait des centaines de morts, d'immenses destructions suivies de nombreux déplacements de gens transformés en réfugiés. L'économie du pays est en ruine, ce qui aggrave les conditions déjà difficiles des populations prises en otage entre les différentes bandes armées.

Cette situation tire ses racines de la formation même de l'Etat yougoslave. A ses origines, cet Etat fut une création des puissances impérialistes victorieuses de la première guerre mondiale. Il regroupait plusieurs peuples slaves, d'où son nom: Yougoslavie, pays des Slaves du Sud comme les Serbes, les Croates et les Slovènes ou les Macédoniens par exemple, mais aussi plusieurs minorités nationales (Albanais, Tsiganes, Hongrois)

Ces peuples étaient regroupés dans des frontières artificielles sans qu'ils aient été consultés, sous la dictature de la monarchie des Karageorgevitch fondée sous la domination des Serbes sur les autres nationalités. Sous cette dictature, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, plusieurs fois la Yougoslavie déjà a été le théâtre d'affrontements entre les différentes nationalités, avec la constitution des milices nationalistes dont les "Comiradjis" en Macédoine, les "Tchetniks" en Serbie, les "Oustachis" en Croatie.

Pendant la seconde guerre mondiale, Tito, avec ses partisans, a réussi à former un front comprenant toutes les nationalités de la Yougoslavie. Les territoires qui constituent la Yougoslavie actuelle furent partagés pendant la guerre entre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste.

Tito a mené la lutte contre les occupants au nom du nationalisme. Mais au lieu de chercher à s'appuyer sur les micro-nationalismes serbe, croate, etc, il a cherché à forger un nationalisme "yougoslave". Avec un certain succès pendant la guerre.

C'est en s'appuyant sur le crédit acquis pendant la guerre de résistance; en se servant du fait qu'il est parvenu à la tête de la Yougoslavie sans l'aide de l'armée russe que Tito a pu résister aux pressions des grandes puissances impérialistes comme la Grande Bretagne, puis de Staline.

Pendant quelques années, la Yougoslavie pouvait se présenter avec quelques raisons, comme une république fédérative, regroupant différents peuples, égaux en droit.

Mais le régime de Tito, tout en bénéficiant d'un consensus dans la population, était tout de même une dictature qui s'appuyait essentiellement sur l'armée, la police, etc... Cette dictature n'a pas réussi à faire disparaître les antagonismes nationaux. Même si Tito lui-même était un Croate, le parti et l'appareil d'Etat étaient dominés par les Serbes. Des clans, des luttes basées sur les antagonismes nationaux existaient au sein du pouvoir et des autres instances dirigeantes, aussi bien au niveau du pouvoir fédéral que celui, local, des différentes républiques.

Depuis la mort de Tito et le lâchage de ses satellites de l'Est par l'URSS, les antagonismes nationaux qui jusque-là étaient en grande partie cachés par la dictature ont refait surface. Cela aurait pu ne pas être dramatique, car le régime de Tito a tout de même engendré une génération dont une bonne partie se sentait plus "Yougoslave" que Serbe, Croate etc.

(d'autant que nombreux furent les enfants issus des mariages mixtes).

Seulement voilà: face à la dégradation de la situation économique à partir des années soixante-dix, due à la crise économique mondiale, mais aussi à la soif du profit des couches riches; face à la menace de crises sociales que cela commençait à entraîner, les dirigeants politiques ont choisi sciemment de spéculer sur les nationalismes. Ce sont eux qui ont désigné aux masses exploitées les nationalités voisines comme responsables de leurs maux. Ils ont choisi, sciemment, de détourner la colère montante des masses vers le nationalisme stérile.

En Slovénie, une des régions les plus riches, ces bureaucrates disaient aux populations que c'étaient les "autres", les Serbes, les Albanais, originaires des républiques les plus pauvres qui étaient à l'origine de leurs problèmes parce qu'ils venaient leur prendre leur travail, manger leur pain. Ces politiciens donc, faisant appel à la religion, à l'ethnisme, à la nation, poussent les différentes nationalités les unes contre les autres.

C'est de cette politique rétrograde que vient la situation actuelle en Yougoslavie. Cela pourrait conduire à l'éclatement du pays sous forme de mini-républiques, comme celles qui existent en Afrique, c'est-à-dire des Etats non viables, dominés par des bandes armées qui, comme des sangsues, vivent et se nourrissent de la misère des pauvres. De tels Etats ne pourraient régler aucun des problèmes des populations: la crise, le chômage, l'inflation, la misère. Ils ne pourraient que donner naissance à de nouvelles dictatures, avec une nouvelle oppression de toute la population, qu'elle soit autochtone ou d'une autre minorité.

Et pour les pauvres, ce sera une

terrible régression sur tous les plans. Mais une telle perspective ne justifie pas, cependant, la guerre que le pouvoir central de la Yougoslavie mène contre les autres minorités, notamment les Croates, pour imposer une autre domination, une autre oppression, celle des Serbes qui ont la mainmise sur l'armée.

Pour les travailleurs et l'ensemble des pauvres, l'avenir n'est ni dans un camp, ni dans l'autre. Il est dans l'union de tous les opprimés de toutes les nationalités. Il est dans l'intérêt des pauvres de s'unir pour se débarrasser de tous les bourgeois qui les poussent les uns contre les autres et de former un vaste mouvement de l'ensemble des travailleurs et des opprimés.

En Yougoslavie, comme en Afrique, la domination bourgeoise conduit aux haines nationales, aux affrontements ethniques. Rien ne pourrait arrêter cette dégradation, si ce n'est l'éveil d'un mouvement ouvrier révolutionnaire. Ce mouvement révolutionnaire mettrait en avant l'unité des ouvriers de toute nationalité, de toute religion, face aux classes riches.

Bien sûr que le prolétariat révolutionnaire reconnaîtrait le droit de chaque peuple à disposer de lui-même, jusqu'à y compris la séparation. Mais ce qui se passe en Yougoslavie en ce moment comme ce qui se passe dans un grand nombre de pays d'Afrique, montre que pour les nationalistes bourgeois, ce droit démocratique est une idée vidée de son sens et transformée en arme de guerre pour dresser les peuples les uns contre les autres. Seule la victoire de la révolution prolétarienne pourrait jeter les fondements de la liberté des peuples. Mais un mouvement ouvrier révolutionnaire ne pourrait émerger que dans le combat sans concession contre les forces nationalistes.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.